



L'INITIATIVE DU SABOTAGE

AGEFI - 21.11.2025

« L'INITIATIVE « PAS DE SUISSE À 10 MILLIONS » NE REVIENT PLUS À SCIER LA BRANCHE DE PROSPÉRITÉ SUR LAQUELLE LA SUISSE EST ASSISE, MAIS À SCIER LE TRONC DE L'ARBRE TOUT ENTIER À COUP DE HALLEBARDES. »

L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » promet d'occuper ces prochains mois une place croissante dans le débat public, surtout parce qu'elle s'inscrit dans le contexte de la stabilisation de nos relations bilatérales avec l'Union européenne (UE). Lancée par l'UDC, cette initiative propose d'inscrire dans la Constitution un plafond démographique contraignant: la population résidente permanente ne pourrait pas dépasser 10 millions d'habitants d'ici 2050, avec un seuil d'alerte fixé à 9,5 millions.

Dès ce palier franchi, le Conseil fédéral et le Parlement seraient obligés d'adopter des mesures de durcissement en matière d'asile, de regroupement familial ou de séjour. Si ces mesures ne suffisaient pas, la Suisse devrait activer des clauses de sauvegarde ou même dénoncer des accords internationaux ; citons la libre circulation avec l'UE, parce qu'elle est expressément mentionnée dans l'initiative. Sur le plan institutionnel, l'initiative entend ainsi menotter la politique d'ouverture de la Suisse à des mécanismes automatiques de dénonciation d'accords internationaux.

Nul besoin dans ces lignes de rappeler l'importance de nos relations bilatérales, avec l'ensemble de nos Etats partenaires, et en particulier avec l'UE, notre premier partenaire rien qu'en considérant les seules régions de France voisine et du Bade-Wurtemberg. Faut-il se référer à l'actualité récente en termes de

natalité ? Sans immigration, la Suisse serait en implosion démographique. Le taux de natalité chute chaque année un peu plus, jusqu'à avoir atteint 1,29 enfant par femme en 2024. Et il descendra encore. Gardons en tête que le renouvellement naturel d'une population à moyen terme se situe à 2,1 enfants par femme.

Non seulement nous avons besoin de main-d'œuvre qualifiée légale, en provenance des pays voisins, parce que la main-d'œuvre indigène périclité, mais nous avons besoin d'immigration légale pour une question de survie de société. Si les Suisses faisaient suffisamment d'enfants, la question serait tout autre parce qu'il n'y aurait rationnellement pas de besoin particulier d'immigration. Or, tel n'est pas le cas. La natalité baisse en flèche, la société vieillit et il y a sur le marché du travail de moins en moins d'actifs pour toujours plus de retraités. Et cette immigration légale, qualifiée, qui fait le succès de la recette helvétique, est directement menacée par cette initiative. Il convient peut-être de ne pas saboter nos relations extérieures et notre prospérité par électoralisme. Si une immigration excessive peut apporter son lot de défis, il est bon de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Cette initiative ne revient donc plus à scier la branche de prospérité sur laquelle la Suisse est assise, mais à scier le tronc de l'arbre tout entier à coup de hallebardes. Il conviendra de la refuser.